

La présence syndicale au Québec en 2006

par Alexis Labrosse, économiste

Ministère du Travail
Direction des études et des politiques

Juillet 2007

Québec 

Table des matières

Introduction.....	1
1. Les sources de données, la population visée et la période de référence.....	1
2. Le taux de présence syndicale au Québec et en Amérique du Nord.....	2
3. La présence syndicale dans les secteurs privé et public.....	4
4. Les secteurs d'activité économique et les taux de présence syndicale au Canada.....	6
5. Les écarts entre le Québec et les autres régions canadiennes.....	9
6. L'évolution du taux de présence syndicale au Québec.....	12
7. L'évolution du taux de présence syndicale en Ontario.....	15
8. L'évolution du taux de présence syndicale dans le reste du Canada.....	17
Conclusion	19

Liste des tableaux et graphiques

Tableau 1	Taux de présence syndicale selon les secteurs d'activité économique et les régions, 1997 et 2006	7
Tableau 2	Répartition des employés selon les secteurs d'activité économique et les régions, 1997 et 2006	8
Graphique 1	Taux de présence syndicale, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1997 à 2006	3
Graphique 2	Taux de présence syndicale selon les secteurs privé et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1997 et 2006	4
Graphique 3	Répartition des employés entre les secteurs privé et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1997 et 2006	5
Graphique 4a	Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale du Québec et de l'Ontario en 2006	9
Graphique 4b	Écart entre la contribution des secteurs d'activité au taux de présence syndicale du Québec et de l'Ontario en 2006	10
Graphique 5a	Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale du Québec et du reste du Canada en 2006	11
Graphique 5b	Écart entre la contribution des secteurs d'activité au taux de présence syndicale du Québec et du reste du Canada en 2006	12
Graphique 6	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec entre 1997 et 2006	13
Graphique 7	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec entre 2005 et 2006	14
Graphique 8	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale de l'Ontario entre 1997 et 2006	15
Graphique 9	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale de l'Ontario entre 2005 et 2006	16

Graphique 10	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada entre 1997 et 2006	17
Graphique 11	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada entre 2005 et 2006	18

Annexes

Annexe 1	Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale au Québec, 1997, 2005, 2006	20
Annexe 2	Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale en Ontario, 1997, 2005, 2006	21
Annexe 3	Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale dans le reste du Canada, 1997, 2005, 2006	22
Annexe 4	Nombre et proportion d'employés selon les secteurs composant le tertiaire public et privé, Québec, Ontario, reste du Canada, 2006	23

Introduction

La présente chronique s'intéresse aux personnes assujetties à des conventions collectives, c'est-à-dire celles faisant partie d'une unité de négociation, qu'elles soient ou non membres en règle d'un syndicat¹. Pour apprécier l'importance quantitative de ce groupe, la mesure utilisée est le taux de présence syndicale qui se définit comme le pourcentage de personnes visées par une convention collective par rapport à l'ensemble des employés. Le taux de présence syndicale se distingue du taux de syndicalisation qui mesure la portion des employés qui sont membres en règle d'un syndicat.

Bien que l'analyse décrive avant tout la situation au Québec, cette dernière est comparée avec celles de l'Ontario et du reste du Canada surtout, mais aussi avec celle des États-Unis. La comparaison met en parallèle les taux de présence syndicale dans les secteurs privé et public et les différents secteurs d'activité économique. Certains facteurs susceptibles d'expliquer les différences entre les régions canadiennes et les changements des situations québécoise et canadienne dans le temps sont examinés.

1. Les sources de données, la population visée et la période de référence

Toutes les données présentées proviennent de l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada, sauf celles sur les États-Unis qui sont issues du *Bureau of Labor Statistics*, rattaché au ministère fédéral du Travail (*Department of Labor*). La population couverte par ces enquêtes est constituée des employés², c'est-à-dire des personnes en emploi, sauf les travailleurs autonomes qui, en raison de leur statut, ne peuvent faire partie d'une unité de négociation, parce

1. La disponibilité des données ne permet pas de ventiler les taux de présence syndicale par groupe d'affiliation.

2. Les données canadiennes portent sur les personnes de 15 ans et plus en emploi alors que les données étasuniennes ne prennent en compte que celles âgées de 16 ans et plus en emploi.

que non syndiqués. Depuis 1997, ces derniers ont représenté entre 13 et 15,6 % de l'emploi total au Québec, entre 14,4 et 16 % en Ontario et entre 16,8 et 19,5 % dans le reste du Canada. De plus, en raison de la très forte volatilité des données pour le secteur agricole (particulièrement évidente pour le Québec et l'Ontario), nous avons décidé d'exclure les employés de ce secteur du champ de l'enquête de l'EPA³. Malgré l'exclusion de ces derniers, la population retenue correspond, pour toutes les années, à environ 99 % des employés tant à l'échelle du Québec que de l'ensemble du Canada.

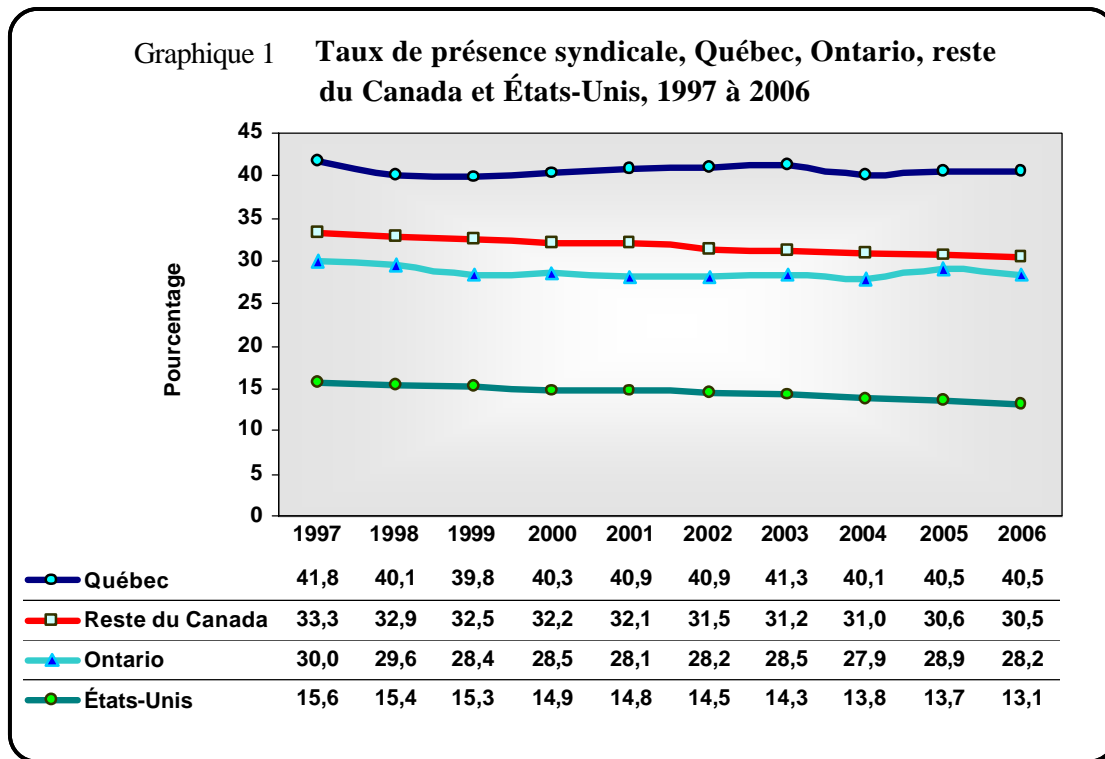
L'étendue de la période de référence est limitée par la disponibilité des données de l'Enquête sur la population active. Cette enquête ne recueille en effet des données sur la présence syndicale que depuis 1997. La période étudiée couvre donc les années 1997 à 2006.

2. Le taux de présence syndicale au Québec et en Amérique du Nord

En 2006, les taux de présence syndicale en Amérique du Nord étaient tous en deçà de ceux de 1997, comme l'indique le graphique 1. Le Québec est la région où l'on retrouve d'année en année les plus forts taux. Ainsi, de 1997 à 2006, ces derniers se sont maintenus aux alentours de 40 % au Québec, comparativement à environ 30 % en Ontario et dans le reste du Canada. En 2006, au Québec, le taux de présence syndicale se situait à 40,5 %. Quant aux États-Unis, leur taux de présence syndicale se situe généralement en dessous de 15 %.

3. De 1997 à 2006, les données sur les taux de présence syndicale dans le secteur agricole au Québec étaient respectivement de 0 %, 9,1 %, 9,8 %, 0 %, 0 %, 7,5 %, 6,7 %, 0 %, 7,4 % et 7,3 %. En Ontario, ces mêmes taux étaient de 0 %, à l'exception de 1998 (3,6 %) et de 2004 (4,7 %). Cette volatilité s'explique certainement par le fort coefficient de variation (plus de 30 %) associé à la taille de l'estimation, mais aussi par l'interprétation des questions de l'enquête par les personnes interrogées. L'exclusion du secteur agricole conduit évidemment à des différences avec les données diffusées par Statistique Canada qui le conserve. Dans le cas des États-Unis, les travailleurs agricoles sont également comptabilisés.

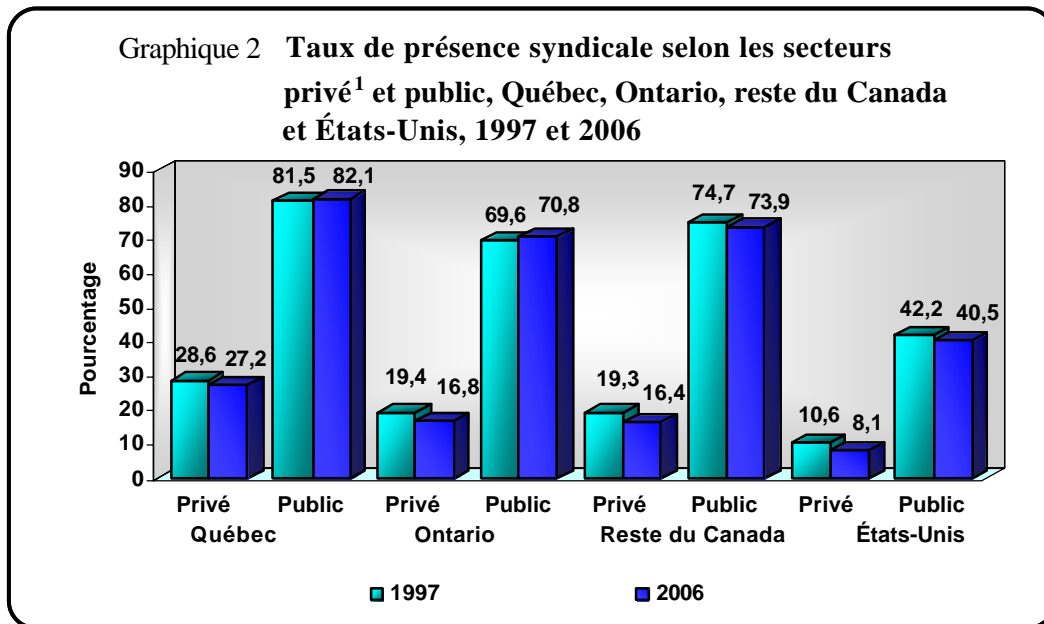
Nous remarquons aussi dans ce graphique une tendance à la baisse de la présence syndicale pour toutes les régions. Cependant, l'ampleur de cette baisse est moindre au Québec qu'ailleurs. De fait, la baisse observée durant ces dix années se chiffre à 1,3 point de pourcentage au Québec, comparativement à 2,8 points dans le reste du Canada, à 1,8 point en Ontario et à 2,5 points aux États-Unis.



Il en résulte que l'écart observé entre le Québec et les autres régions continue de croître durant ces années. Ainsi, celui-ci est passé de 11,8 points en 1997 à 12,3 points en 2006 par rapport à l'Ontario, et de 8,5 points à environ 10 points par rapport au reste du Canada durant la même période. Dans le cas des États-Unis, l'écart avec le Québec a augmenté de plus de un point au cours de la même période et il se chiffrait à 27,4 points en 2006. Par ailleurs, l'écart moyen observé de 1997 à 2006 par rapport aux États-Unis atteignait près de 14 points dans le cas de l'Ontario et environ 17 points dans le cas du reste du Canada.

3. La présence syndicale dans les secteurs privé et public

Historiquement, le secteur privé québécois, à l'instar de ce qu'on retrouve en Amérique du Nord, affiche un taux de présence syndicale beaucoup plus faible que celui du secteur public (graphique 2).

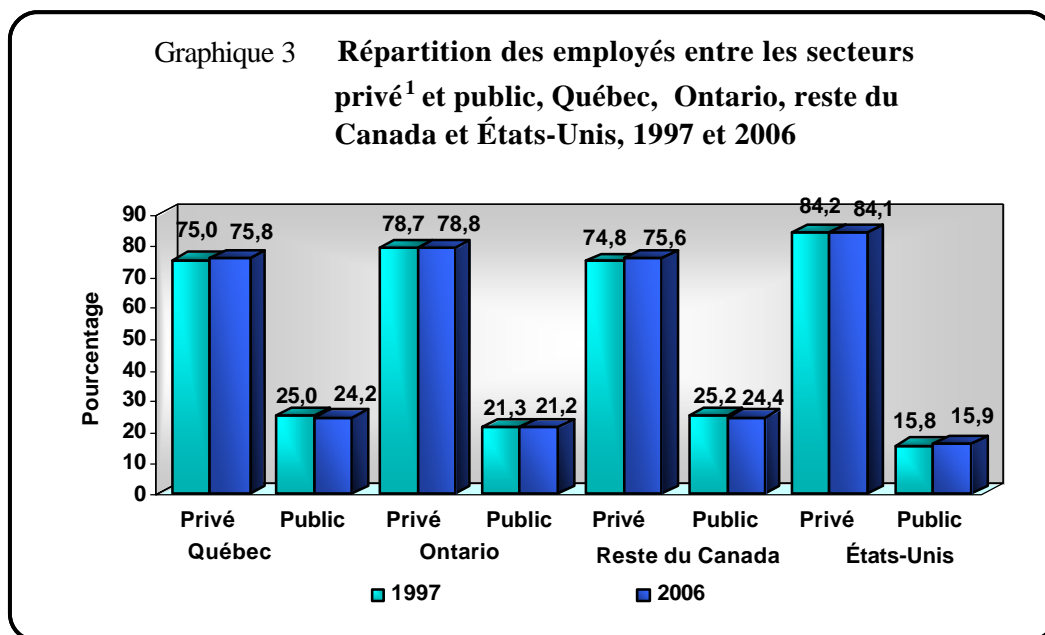


1. Excluant le secteur agricole, sauf pour les États-Unis où il est inclus.

Bon an, mal an, l'écart entre les deux secteurs varie de 49 à 55 points au Québec et en Ontario, de 55 à 59 points dans le reste du Canada et tourne autour de 32 points aux États-Unis. De 1997 à 2006, partout au Canada et aux États-Unis, la présence syndicale dans le secteur privé a fléchi. C'est dans le reste du Canada que l'on a observé la plus forte baisse avec 2,9 points de moins qu'en 1997. Pour sa part, l'Ontario a connu une baisse d'environ 2,6 points de pourcentage, le Québec, de 1,4 point, tandis que les États-Unis ont enregistré une baisse de 2,5 points. Par ailleurs, le taux de présence syndicale dans le secteur public a augmenté au Québec et en Ontario,

alors qu'il a diminué dans les autres régions. Il a ainsi augmenté de 0,6 point au Québec et de 1,2 point en Ontario, alors qu'il a baissé de 0,8 point dans le reste du Canada et de 1,7 point aux États-Unis au cours de cette période⁴.

Par ailleurs, entre 1997 et 2006, la répartition des employés entre les secteurs public et privé ne s'est que très peu modifiée (graphique 3). Comme en 1997, le secteur privé au Québec et dans le reste du Canada regroupait en 2006 environ 75 % des personnes en emploi. En Ontario, la proportion des employés dans le secteur privé demeurait autour de 79 % et, aux États-Unis, à environ 84 %. Nous remarquons cependant qu'à l'exception des États-Unis la proportion des employés du secteur privé a légèrement augmenté au cours de cette période. Cette prépondérance constante du secteur privé, associée à la baisse de son taux de présence syndicale, contribue à maintenir le taux global de présence syndicale en deçà de celui de 1997.



1. Excluant le secteur agricole, sauf pour les États-Unis où il est inclus.

4. Comme toutes les données présentées dans ce document ont été arrondies à une ou deux décimales, il peut y avoir de légers écarts entre certaines données du texte et celles des tableaux et des graphiques.

Il importe de souligner que la définition du secteur public⁵ diffère entre le Canada et les États-Unis, ce qui limite les comparaisons entre les taux de présence syndicale dans les secteurs public et privé. Si les États-Unis appliquaient la même définition du secteur public qu'au Canada, la proportion du nombre d'employés dans ce secteur serait plus grande. Par conséquent, la différence entre la proportion des employés des secteurs public et privé dans ces pays serait moindre.

4. Les secteurs d'activité économique et les taux de présence syndicale au Canada

En 2006, tout comme en 1997, les taux de présence syndicale de tous les secteurs d'activité économique⁶ au Québec (tableau 1) étaient supérieurs à ceux observés en Ontario, à l'exception du secteur primaire en 1997. Ils étaient également supérieurs à ceux du reste du Canada.

Les secteurs affichant les taux de présence les plus élevés se retrouvent dans la catégorie du tertiaire public, atteignant en moyenne plus de 70 % au Québec, comparativement à environ 60 % dans le reste du pays. Par exemple, en 2006, dans les services d'enseignement, ce taux au Québec s'établissait à 76,3 % (annexe 1) contre 72,9 % en Ontario (annexe 2) et 69,8 % dans le reste du Canada (annexe 3). En 2006, tous secteurs confondus, le taux de présence syndicale le plus élevé, soit 81,2 %, se trouvait dans le secteur des administrations publiques au Québec, comparativement à 70,2 % en Ontario et 68,4 % dans le reste du Canada.

5. Dans le cas du Canada, « les employés du secteur public travaillent dans les ministères et les organismes gouvernementaux, dans les sociétés de la Couronne ou dans les écoles, les hôpitaux et les autres établissements financés par l'État. Les employés du secteur privé représentent tous les autres salariés » (Statistique Canada, *L'emploi et le revenu en perspective*, n° 75001-XIF au catalogue, août 2005, vol. 6, n° 8).

Dans le cas des États-Unis, « les universités et les hôpitaux financés par les administrations publiques locales et des États font partie du secteur des administrations publiques mais tous les autres hôpitaux et universités font partie du secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages » (Statistique Canada, *Mesure de la production, de la valeur ajoutée et du PIB au Canada et aux États-Unis : similitudes et différences*, n° 13F0031MIF au catalogue – n° 010, mai 2003). La différence entre les deux pays provient donc du fait qu'au Canada la totalité des institutions à but non lucratif dans les secteurs hospitaliers et scolaires font partie du secteur des administrations publiques.

6. Les données détaillées pour chacun des secteurs d'activité sont présentées aux annexes 1, 2 et 3, tandis que la composition du secteur tertiaire public et privé figure à l'annexe 4.

Tableau 1**Taux de présence syndicale selon les secteurs d'activité économique¹ et les régions, 1997 et 2006**

Secteurs d'activité économique	1997			2006		
	Québec	Ontario	Reste du Canada	Québec	Ontario	Reste du Canada
Secteur primaire	38,9	41,2	27,1	35,0	38,6	19,0
Secteur secondaire	42,2	34,2	31,5	42,7	27,3	26,1
Construction	48,4	32,7	25,6	57,6	29,6	22,5
Fabrication	41,2	34,5	34,2	39,0	26,6	28,5
Secteur tertiaire	41,7	28,6	34,0	40,0	28,4	31,9
Tertiaire privé	27,3	16,6	21,3	26,3	16,4	18,9
Tertiaire public	71,4	59,4	62,6	70,5	60,3	62,0
Ensemble	41,8	30,0	33,3	40,5	28,2	30,5

1. Excluant le secteur agricole. Les données sont arrondies à une décimale près.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2006*, cat. n° 71F0004XCB.

À l'opposé, les secteurs présentant les proportions les plus faibles sont ceux des services professionnels, scientifiques et techniques, de l'hébergement et des services de restauration, de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location, avec des taux variant en 2006 entre 4,8 et 22,2 % pour l'ensemble des régions.

Le tableau 2 montre, pour les années 1997 et 2006, la répartition des employés selon les secteurs d'activité économique et les régions. Nous remarquons que la grande majorité des emplois se retrouvent dans les secteurs tertiaires privés et publics. Cependant, les trois secteurs les plus importants quant à la part de l'emploi qu'ils accaparent sont respectivement ceux de la fabrication, du commerce, des soins de santé et de l'assistance sociale (annexes 1, 2 et 3).

On constate aussi que le secteur de la fabrication se démarque au Québec et en Ontario, accaparant plus de 17 % des emplois en 2006 comparativement à moins de 10 % dans le reste du Canada. Nous remarquons toutefois que la part de l'emploi dans ce secteur a décliné entre 1997 et 2006, perdant 3,3 points de pourcentage au Québec, 1,3 point en Ontario et 1,2 point dans le reste du Canada. Le secteur du commerce absorbe quant à lui entre 15,2 et 17,2 % des emplois au pays tandis que celui des soins de santé et de l'assistance sociale en accapare entre 9,5 et 12,3 %. De son côté, le reste du Canada se démarque par l'importance, bien que faible, de son secteur primaire qui monopolisait 4 % des emplois en 2006 contre seulement 1 % au Québec et 0,6 % en Ontario.

Tableau 2

Répartition des employés selon les secteurs d'activité économique¹ et les régions, 1997 et 2006

Secteurs d'activité économique	1997			2006		
	Québec	Ontario	Reste du Canada	Québec	Ontario	Reste du Canada
Secteur primaire	1,3	0,8	4,1	1,0	0,6	4,0
Secteur secondaire	23,9	24,2	16,3	21,5	22,5	16,1
Construction	3,3	4,0	5,1	4,2	4,9	6,4
Fabrication	20,6	20,2	11,2	17,3	17,6	9,7
Secteur tertiaire	74,8	74,9	79,6	77,5	76,8	79,8
Tertiaire privé	50,2	53,9	55,0	53,5	55,7	55,7
Tertiaire public	24,6	21,0	24,6	24,0	21,1	24,1
Ensemble	100	100	100	100	100	100

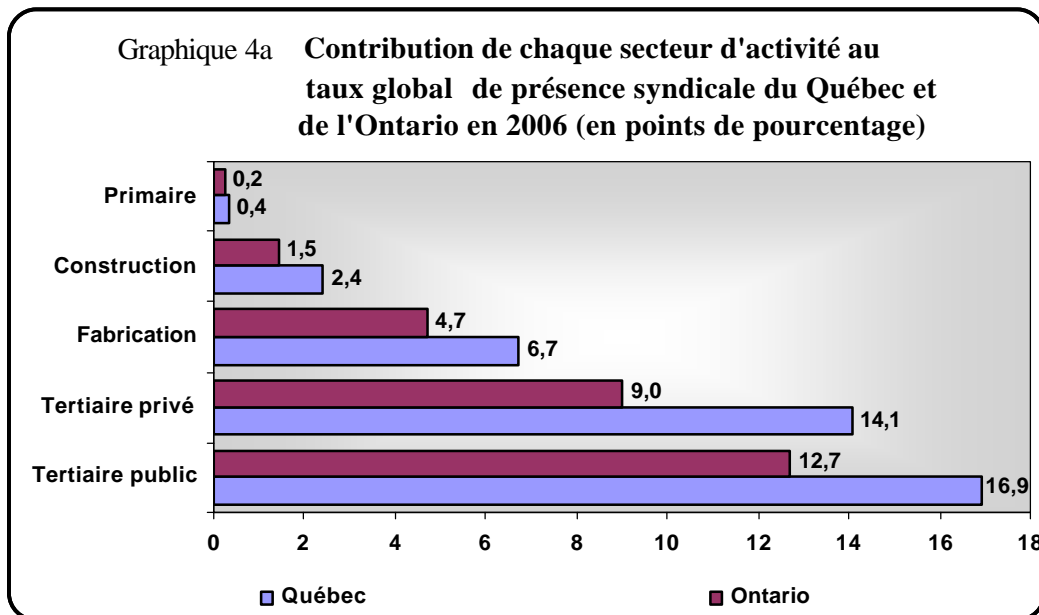
1. Excluant le secteur agricole. Les données sont arrondies à une décimale près.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2006*, cat. n° 71F0004XCB.

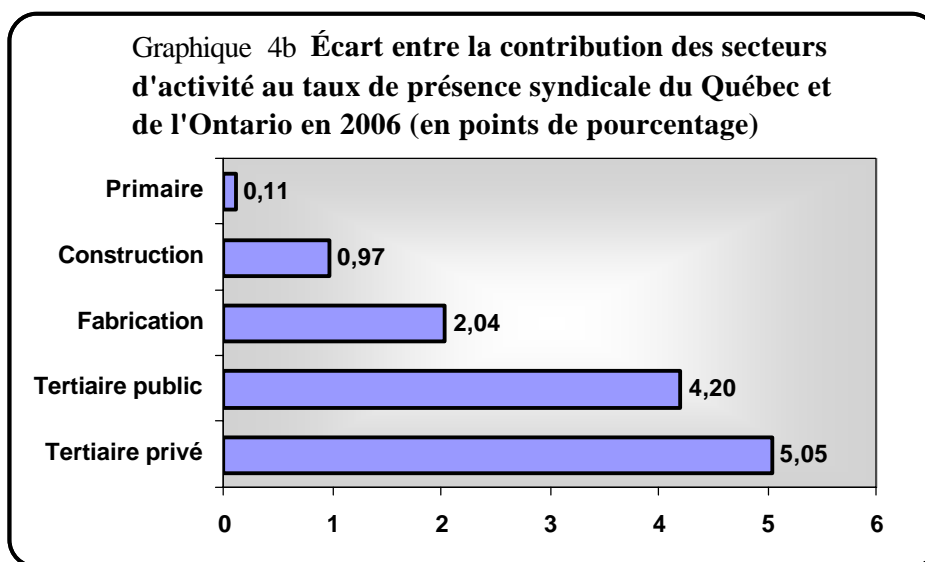
5. Les écarts entre le Québec et les autres régions canadiennes

Les différences entre les taux de présence syndicale selon le secteur d'activité (tableau 1) ainsi que les variations au regard du nombre d'employés dans ces secteurs sur le marché du travail (tableau 2) expliquent les écarts entre le taux global de présence syndicale au Québec et ceux de ses voisins. Pour déterminer les secteurs d'activité qui rendent davantage compte de ces écarts, il est utile de mesurer leur contribution au taux global de présence syndicale. Le poids relatif se calcule en multipliant le taux de présence syndicale de chaque secteur d'activité (tableau 1) par la part de l'emploi total qu'il représente (tableau 2) et en divisant ce résultat par 100. Par exemple, pour le secteur de la fabrication au Québec en 2006, il suffit de multiplier son taux de présence syndicale de 39 % par sa proportion de 17,3 % et de diviser par 100, ce qui donne une contribution de 6,7 points au taux global de présence syndicale de 40,5 %.

Les graphiques 4 et 5 présentent la contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale, de même que les écarts observables à ce titre entre le Québec et l'Ontario (graphiques 4a et 4b) et entre le Québec et le reste du Canada (graphiques 5a et 5b).



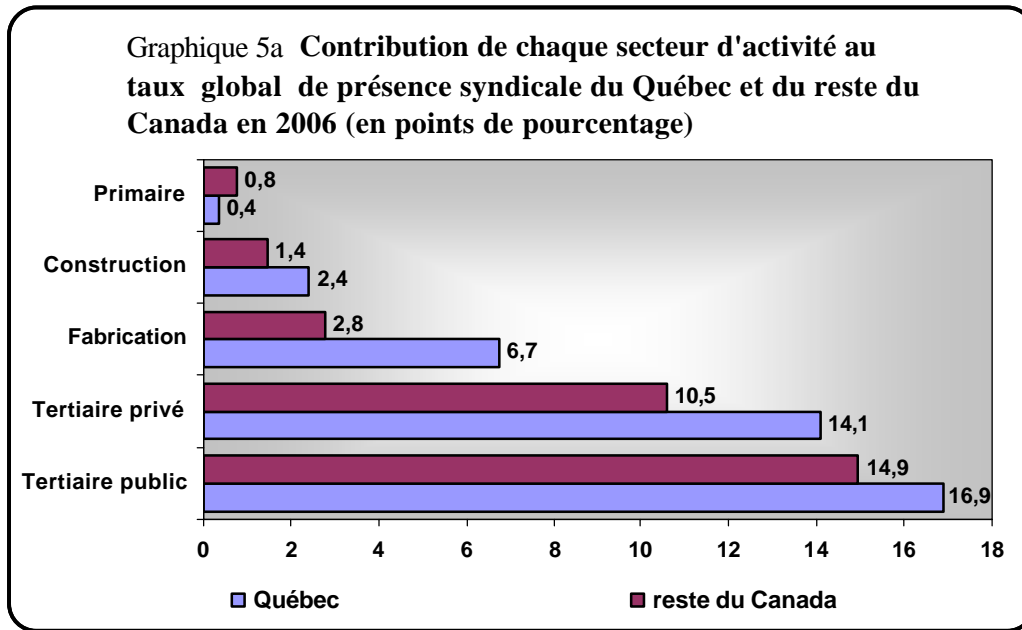
Comme l'indique le graphique 1, le taux global de présence syndicale au Québec est supérieur de 12,3 points à celui de l'Ontario. Le graphique 4a montre quant à lui que c'est le secteur tertiaire, privé et public, qui contribue davantage à cette différence. Ainsi, l'écart de contribution (graphique 4b) de l'ensemble de ce secteur totalise plus de 9 points de pourcentage, surtout parce que la proportion d'employés visés par une convention collective au Québec est supérieure de 11,6 points (tableau 1) à celle de l'Ontario.



Le secteur québécois de la fabrication, dont le niveau de présence syndicale dépasse de 12,4 points celui de l'Ontario, explique environ 2 points de la variation alors que celui de la construction rend compte pour sa part de près de un point d'écart, essentiellement parce que son taux de présence syndicale au Québec est nettement plus élevé (57,6 % contre 29,6 % en Ontario). Finalement, le secteur primaire, dont la part de l'emploi est de moins de 1 %, justifie à peine deux dixièmes de point d'écart entre le taux global observé au Québec et en Ontario.

En comparant le Québec avec le reste du Canada (graphiques 5a et 5b), on réalise également que la contribution du secteur tertiaire et de celui de la fabrication explique une grande partie des 10 points d'écart qui les séparaient en 2006. Le secteur de la fabrication représente à lui seul plus du

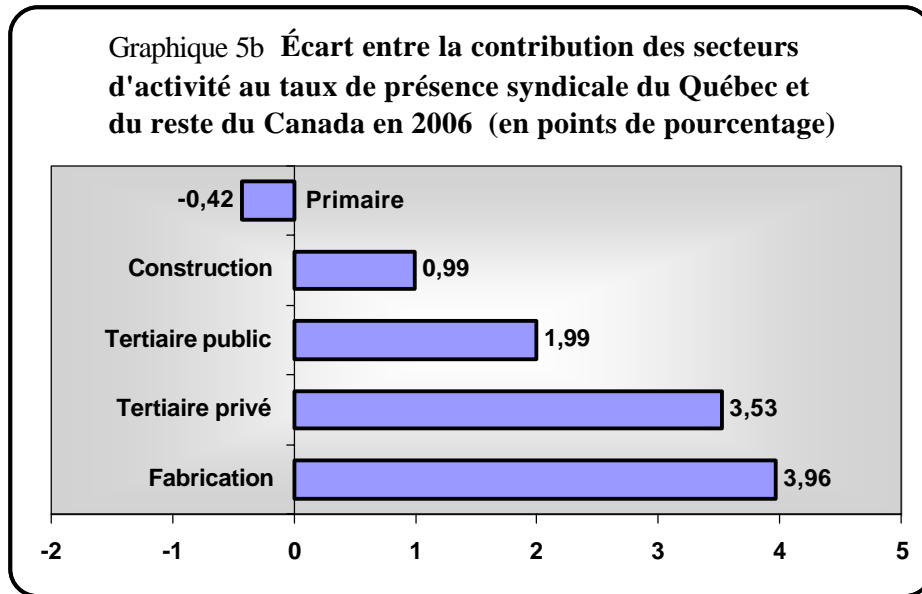
tiers (3,96 points) de cet écart. Non seulement son taux de présence syndicale au Québec était de 10,5 points de plus que celui du reste du Canada (tableau 1), mais sa place sur le marché de l'emploi était beaucoup plus importante au Québec (17,3 % des employés) que dans le reste du Canada (9,7 %) (tableau 2).



Le secteur tertiaire privé, qui occupe une place importante sur le marché du travail dans les deux régions considérées (plus de 50 % des salariés), justifie un écart de 3,53 points (graphique 5b) à cause d'un taux de présence syndicale au Québec supérieur de 7,4 points à celui du reste du Canada. Le secteur tertiaire public, qui compte pour environ 24 % de l'emploi des deux régions, explique près de deux points d'écart à cause d'un taux de présence syndicale plus élevé au Québec que dans le reste du Canada (respectivement 70,5 % et 62 %). Quant à lui, le secteur de la construction⁷, dont le taux de présence syndicale est nettement supérieur au Québec avec une

7. Il importe de préciser que le secteur de la construction, dans l'Enquête sur la population active, englobe non seulement les travailleurs affectés aux chantiers comme tels, mais aussi les personnes des autres catégories d'emploi dans ce secteur. De plus, il comprend non seulement les travaux de construction neuve, mais aussi ceux de réparation et de rénovation.

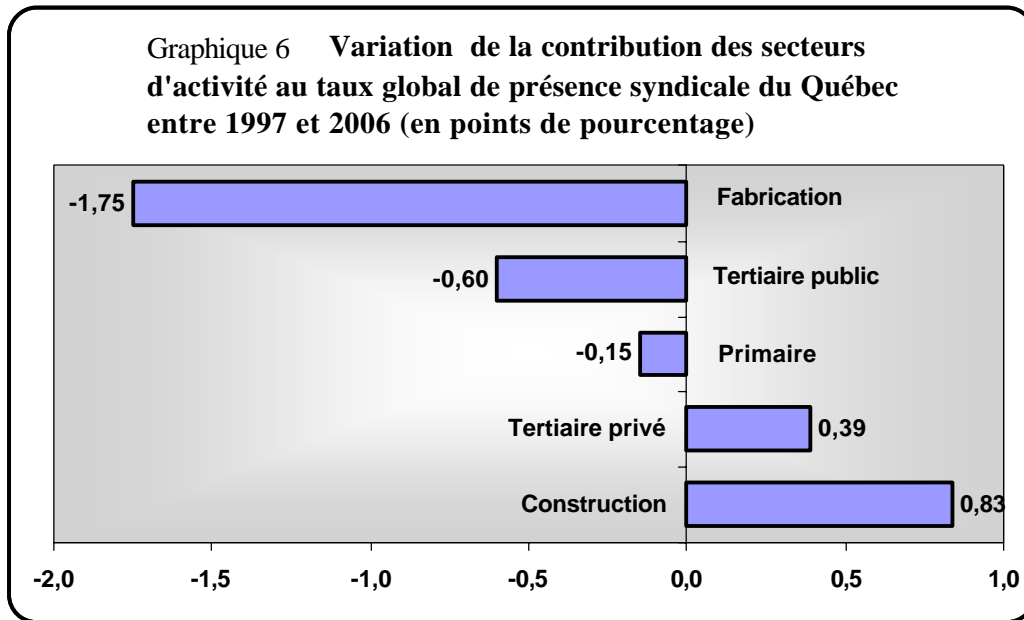
différence d'environ 35 points par rapport au reste du Canada, rend compte de près de un point d'écart. Enfin, le secteur primaire se démarque dans le reste du Canada non pas par un taux de présence syndicale supérieur à celui du Québec, mais par sa part de l'emploi qui est de 4 % comparativement à seulement 1 % au Québec.



6. L'évolution du taux de présence syndicale au Québec

Après avoir connu une baisse de 2 points de pourcentage entre 1997 et 1999 (graphique 1), le taux québécois de la présence syndicale a augmenté de 1,5 point entre 1999 et 2003 pour atteindre 41,3 %. Il a cependant régressé d'environ 1,2 point en 2004 pour ensuite remonter de 0,4 point en 2005 et se maintenir à ce niveau de 40,5 % en 2006, ce qui demeure légèrement en deçà du niveau atteint en 1997 (41,8 %). Les comportements des divers secteurs d'activité ont été fort différents durant cette période, certains contribuant à la baisse du taux de présence syndicale et d'autres, la freinant au contraire (graphique 6).

Dans les paragraphes suivants, nous analyserons d'abord les facteurs explicatifs de la variation du taux de présence syndicale au Québec entre 1997 et 2006. Nous appliquerons ensuite la même analyse pour les variations qui se sont produites entre 2005 et 2006.

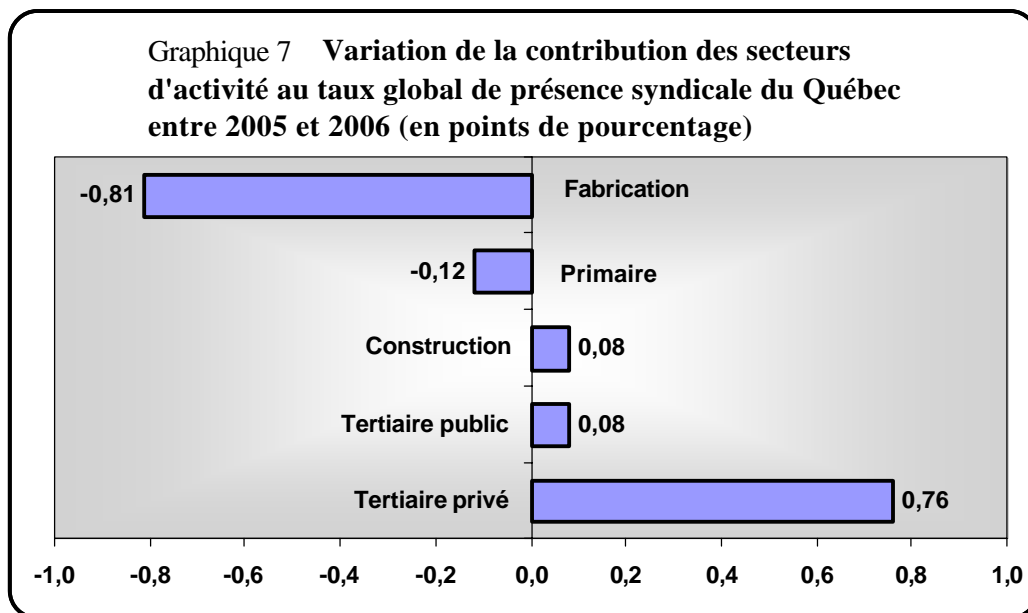


Nous constatons d'abord que c'est le secteur de la fabrication qui a le plus contribué à la baisse du taux de présence syndicale entre 1997 et 2006. Durant cette période, ce secteur a en effet subi une perte significative de sa part de l'emploi, de 20,6 % en 1997 à 17,3 % en 2006, combinée à une faible baisse de son taux de présence syndicale, de 41,2 % à 39 %.

Nous remarquons également que le secteur tertiaire public a contribué à la baisse du taux global de présence syndicale entre 1997 et 2006 alors que c'est l'inverse pour le secteur tertiaire privé. D'un côté, le tertiaire public a connu une faible diminution tant de sa part de l'emploi (de 24,6 à 24 %) que de son taux de présence syndicale (de 71,4 à 70,5 %). De l'autre, le tertiaire privé a vu sa part de l'emploi augmenter de 50,2 % en 1997 à 53,5 % en 2006 alors que son taux de présence syndicale subissait une légère baisse, passant de 27,3 % à 26,3 % durant cette période.

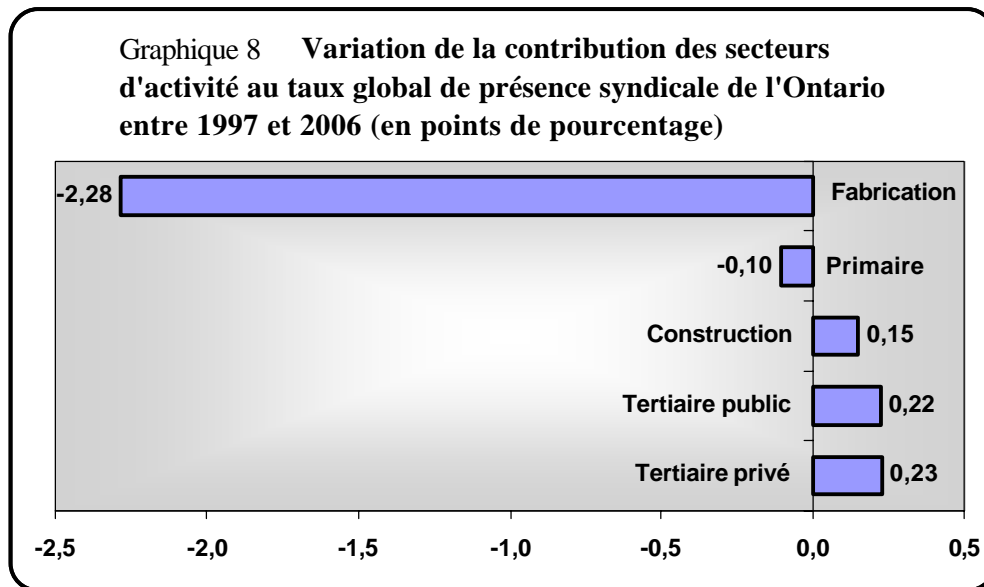
Enfin, le secteur de la construction est l'un de ceux qui ont contribué à atténuer la baisse du taux global de présence syndicale. Celui-ci a en effet enregistré une forte hausse de son taux sectoriel, passant de 48,4 % en 1997 à 57,6 % en 2006, alors que sa part de l'emploi a progressé de 3,3 % à 4,2 % durant ces années.

Pour clore cette section, la stabilité du taux de présence syndicale entre 2005 et 2006 s'explique essentiellement par le fait que les gains de contribution enregistrés dans le secteur tertiaire privé ont été contrebalancés par les pertes subies dans le secteur de la fabrication. Ainsi, comme le montre le graphique 7, la contribution de 0,76 point de pourcentage du secteur tertiaire privé a été contrecarrée par la baisse d'environ huit dixièmes de point de pourcentage de la contribution du secteur de la fabrication. Les autres secteurs ont pour leur part connu en moyenne de très faibles variations entre 2005 et 2006.



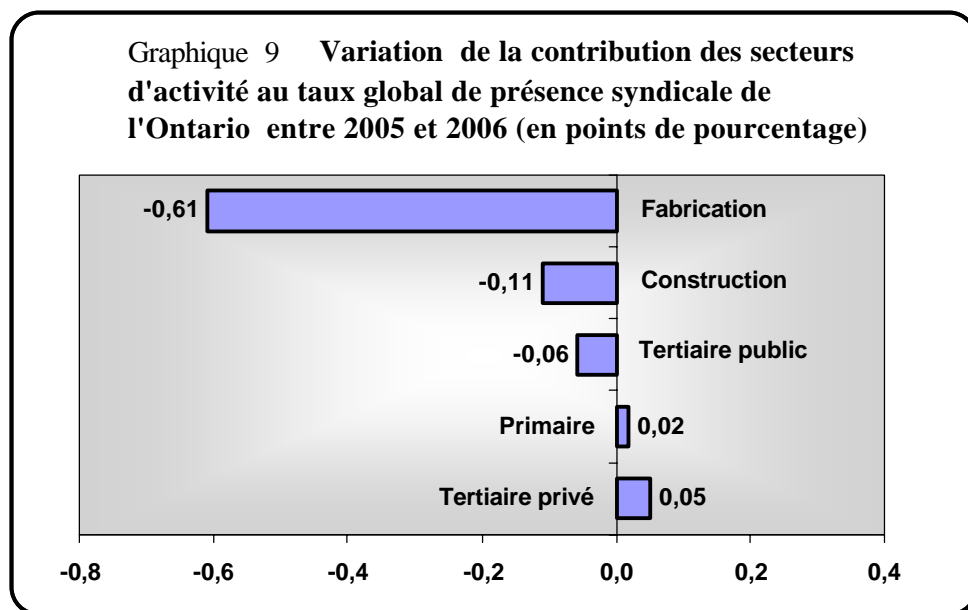
7. L'évolution du taux de présence syndicale en Ontario

Après avoir connu une baisse de 2,1 points de pourcentage entre 1997 et 2004 (graphique 1), le taux de présence syndicale en Ontario a augmenté d'environ un point entre 2004 et 2005 pour ensuite fléchir en 2006, atteignant 28,2 %.



Au graphique 8, il apparaît clairement que le secteur de la fabrication est à l'origine de la baisse du taux de présence syndicale de l'Ontario entre 1997 et 2006. Ce secteur a en effet connu une forte baisse de son taux sectoriel durant ces années, passant de 34,5 % en 1997 à 26,6 % en 2006. De plus, tout comme au Québec, sa part de l'emploi a chuté en dessous de 20 %, passant ainsi de 20,2 % en 1997 à 17,6 % en 2006 (annexe 2). Cette baisse significative de la contribution du secteur de la fabrication a toutefois été atténuée par les gains enregistrés dans le secteur tertiaire, public et privé, ainsi que dans celui de la construction.

Pour ce qui est de la baisse du taux global de l'Ontario entre 2005 et 2006, le graphique 9 illustre que c'est encore le secteur de la fabrication qui explique l'essentiel de celle-ci. De fait, la contribution de ce secteur a chuté de plus de six dixièmes de point de pourcentage en 2006. Cela s'explique encore une fois par une diminution de la part de l'emploi de ce secteur, qui est passée de 18,9 % en 2005 à 17,6 % en 2006, combinée à une baisse d'environ 1,4 point de pourcentage de son taux sectoriel.

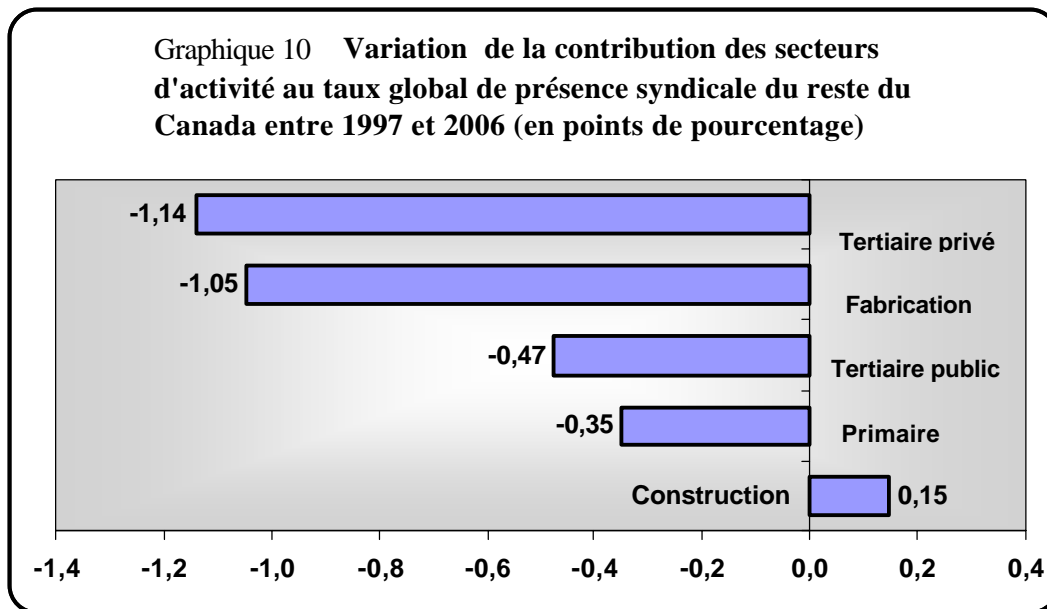


À l'opposé, la contribution du secteur tertiaire privé a augmenté d'environ un vingtième de point de pourcentage. Cela est uniquement dû à une hausse de la part de l'emploi dans ce secteur, de 54,7 % en 2005 à 55,7 % en 2006, alors que son taux sectoriel est passé de 16,4 à 16,2 % durant cette période⁸.

8. Les données présentées dans ce paragraphe concernant le secteur tertiaire public et privé n'apparaissent dans aucun des tableaux ou annexes de cette étude.

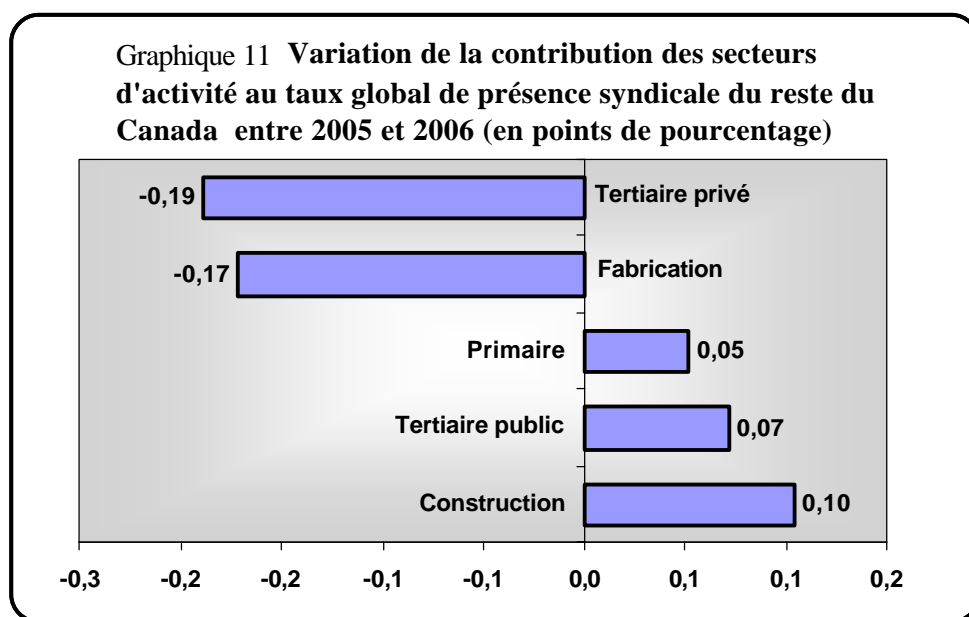
8. L'évolution du taux de présence syndicale dans le reste du Canada

Dans le reste du Canada, le taux de présence syndicale a continuellement décliné entre 1997 et 2006 (graphique 1), perdant en moyenne près de trois dixièmes de point de pourcentage par année. Ainsi, ce taux a perdu 2,8 points de pourcentage durant cette période, passant de 33,3 % en 1997 à 30,5 % en 2006.



Le graphique 10 montre qu'à l'exception du secteur de la construction les autres secteurs ont connu en moyenne une diminution de leur contribution au taux global de présence syndicale dans le reste du Canada. La baisse la plus marquée s'observe dans le secteur tertiaire privé (-1,14 point) et dans celui de la fabrication (-1,05 point). Dans le cas du tertiaire privé, cette baisse s'explique par une diminution de son taux sectoriel, ce dernier passant de 21,3 % en 1997 à 18,9 % en 2006 (tableau 1), alors que sa part de l'emploi est demeurée stable aux alentours de 55 % (tableau 2). Dans le cas de la fabrication, il s'agit à la fois d'une diminution de son taux sectoriel, de 34,2 à 28,5 %, et de sa part de l'emploi, de 11,2 à 9,7 %, entre 1997 et 2006.

En ce qui concerne la baisse du taux global de présence syndicale survenue entre 2005 et 2006 pour cette région, le graphique 11 montre que c'est encore le secteur tertiaire privé⁹ et celui de la fabrication qui y ont contribué par une faible diminution de leur taux sectoriel et de leur part de l'emploi respectifs (annexe 3). Cette contribution moindre de ces secteurs a toutefois été atténuée par de légères variations à la hausse dans les autres secteurs. Ainsi, dans le cas du secteur de la construction, la hausse d'un dixième de point de pourcentage de sa contribution s'explique par une augmentation combinée de son taux sectoriel, de 22,1 % en 2005 à 22,5 % en 2006, et de sa part de l'emploi, de 6,1 % à 6,4 %, au cours de cette période.



9. Voir note 8.

Conclusion

Le Québec continuait d'afficher le taux de présence syndicale le plus élevé sur le continent nord-américain en 2006 avec 40,5 %. À l'opposé, c'est aux États-Unis que l'on observait le taux le plus bas avec 13,1 %. Entre 2005 et 2006, le taux de présence syndicale a poursuivi sa tendance à la baisse dans toutes les régions, à l'exception du Québec où il est demeuré stable.

Par ailleurs, l'écart entre le taux global de présence syndicale au Québec et celui des autres régions du Canada s'explique essentiellement par des taux sectoriels au Québec presque toujours supérieurs à ceux de ses voisins, et ce, pour toutes les années considérées. La plus grande part relative sur le marché du travail québécois de certains secteurs d'activité (annexes 1, 2 et 3) à plus forte densité syndicale (comme les administrations publiques et les services d'enseignement) joue également un rôle, mais moins important.

Entre 1997 et 2006, c'est le secteur de la fabrication qui a le plus contribué à la baisse du taux de présence syndicale au pays. C'est particulièrement le cas en Ontario et au Québec. Dans le reste du Canada, la baisse de contribution du secteur tertiaire privé a été légèrement supérieure à celle du secteur de la fabrication. Néanmoins, partout au pays, le secteur de la fabrication a connu à la fois une baisse de sa part de l'emploi et de son taux de présence syndicale au cours de ces dix années. Le secteur tertiaire public, quant à lui, a faiblement contribué à la baisse de la présence syndicale au Québec et dans le reste du Canada et inversement dans le cas de l'Ontario.

À l'opposé, le secteur de la construction a augmenté sa contribution au taux de présence syndicale dans l'ensemble des régions canadiennes, surtout par une hausse de sa part de l'emploi. Ce fut également le cas du secteur tertiaire privé du Québec et de l'Ontario.

ANNEXE 1

Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale au Québec, 1997, 2005, 2006

Secteurs d'activité	Part de l'emploi (%)			Taux de présence syndicale (%)			Contribution (en points de pourcentage)		
	1997	2005	2006	1997	2005	2006	1997	2005	2006
Secteur primaire	1,3	1,1	1	38,9	43,7	35	0,5	0,47	0,35
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	1,3	1,1	1	38,9	43,7	35	0,5	0,47	0,35
Secteur secondaire	23,9	22,7	21,5	42,2	43,6	42,7	10,1	9,9	9,2
Construction	3,3	4,2	4,2	48,4	56	57,6	1,6	2,4	2,4
Fabrication	20,6	18,5	17,3	41,2	40,7	39	8,5	7,5	6,7
Secteur tertiaire	74,8	76,2	77,5	41,7	39,6	40	31,2	30,2	31
Administrations publiques	7,6	6,8	6,7	78,3	77,3	81,2	6	5,2	5,4
Autres services	4,3	3,3	3,5	14,7	18,1	20,1	0,6	0,6	0,7
Commerce	15,5	17,1	17,5	19,5	18,1	19,0	3	3,1	3,3
Finance, assurances, immobilier et location	6,1	5,3	5,8	19,3	18,8	22,2	1,2	1	1,3
Hébergement et services de restauration	6,4	6,3	6	14,1	12,8	9,2	0,9	0,8	0,6
Information, culture et loisirs	4,2	4,4	4,3	40,7	34,5	37,6	1,7	1,5	1,6
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	2,4	3,1	3,4	30,7	26	28	0,7	0,8	1
Services d'enseignement	8,1	7,4	7,9	78,8	75,2	76,3	6,4	5,6	6
Services professionnels, scientifiques et techniques	3,5	4,8	4,9	9,1	9	8,2	0,3	0,4	0,4
Services publics	1,1	1	0,9	78,3	79,9	76,1	0,9	0,8	0,7
Soins de santé et assistance sociale	10,5	12,3	12,2	67,2	66	65	7,1	8,1	8
Transport et entreposage	4,8	4,3	4,4	47,9	49,4	47,6	2,3	2,1	2,1
Ensemble	100	100	100	41,8	40,5	40,5	41,8	40,5	40,5

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2006*, cat. n° 71F0004XCB.

ANNEXE 2

Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale en Ontario, 1997, 2005, 2006

Secteurs d'activité	Part de l'emploi (%)			Taux de présence syndicale (%)			Contribution (en points de pourcentage)		
	1997	2005	2006	1997	2005	2006	1997	2005	2006
Secteur primaire	0,8	0,6	0,6	41,2	39,5	38,6	0,35	0,23	0,25
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	0,8	0,6	0,6	41,2	39,5	38,6	0,35	0,23	0,25
Secteur secondaire	24,2	23,9	22,6	34,2	28,8	27,3	8,3	6,9	6,2
Construction	4	4,9	4,9	32,7	32	29,6	1,3	1,6	1,5
Fabrication	20,2	18,9	17,6	34,5	28	26,6	7	5,3	4,7
Secteur tertiaire	74,9	75,6	76,8	28,6	28,9	28,4	21,4	21,8	21,8
Administrations publiques	6,3	5,9	5,7	68,9	73,6	70,2	4,3	4,4	4
Autres services	3,9	3,4	3,5	9,9	9,1	8,5	0,4	0,3	0,3
Commerce	15,2	16	16,2	12,9	12,8	13,6	2	2,1	2,2
Finance, assurances, immobilier et location	7,3	7,1	7,4	5,1	4,3	4,8	0,4	0,3	0,4
Hébergement et services de restauration	6,4	6	6,1	6,8	8	7	0,4	0,5	0,4
Information, culture et loisirs	4,7	4,7	5	22,5	24,2	20,7	1,1	1,1	1
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	3,4	4,1	4,3	10,8	11,5	13,2	0,4	0,5	0,6
Services d'enseignement	7,4	7,5	7,7	71,1	72,2	72,9	5,3	5,4	5,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	5	5,3	5,5	4,2	6,3	4,4	0,2	0,3	0,2
Services publics	1,1	0,9	0,9	75,5	68,1	71,8	0,8	0,6	0,6
Soins de santé et assistance sociale	9,5	10,1	10,2	45,5	46,9	46,3	4,3	4,7	4,7
Transport et entreposage	4,7	4,5	4,4	39,9	36,7	39,8	1,9	1,6	1,7
Ensemble	100	100	100	30,0	28,9	28,2	30	28,9	28,2

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2006*, cat. n°71F0004XCB.

ANNEXE 3

Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada, 1997, 2005, 2006

Secteurs d'activité	Part de l'emploi (%)			Taux de présence syndicale (%)			Contribution (en points de pourcentage)		
	1997	2005	2006	1997	2005	2006	1997	2005	2006
Secteur primaire	4,1	3,9	4	27,1	18,5	19	1,12	0,72	0,77
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	4,1	3,9	4	27,1	18,5	19	1,12	0,72	0,77
Secteur secondaire	16,2	16,1	16,1	31,5	26,7	26,1	5,1	4,3	4,2
Construction	5,1	6,1	6,4	25,6	22,1	22,5	1,3	1,3	1,4
Fabrication	11,2	10	9,7	34,2	29,4	28,5	3,8	2,9	2,8
Secteur tertiaire	79,6	80,1	79,8	34	32	31,9	27,1	25,6	25,5
Administrations publiques	7,5	6	6	69,2	70	68,4	5,2	4,2	4,1
Autres services	4,2	3,7	3,7	9,3	9,2	9,5	0,4	0,3	0,3
Commerce	16,6	17,2	17,2	13,9	13	12,5	2,3	2,2	2,1
Finance, assurances, immobilier et location	5,8	5,5	5,3	11,3	10,6	11,3	0,7	0,6	0,6
Hébergement et services de restauration	7,9	7,8	7,7	7,4	6,8	6,8	0,6	0,5	0,5
Information, culture et loisirs	4,5	4,5	4,4	32,4	26,8	26,8	1,5	1,2	1,2
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	2,7	3,7	3,8	11,7	12	9,4	0,3	0,4	0,4
Services d'enseignement	8	8,3	8,5	72,4	69,8	69,8	5,8	5,8	5,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,1	4,9	5	5,9	6	5,8	0,2	0,3	0,3
Services publics	0,9	0,9	0,8	62,6	63,6	62,6	0,5	0,6	0,5
Soins de santé et assistance sociale	11,6	11,8	12	57,9	58,2	59,2	6,7	6,9	7,1
Transport et entreposage	5,8	5,7	5,5	48,4	44,2	43,9	2,8	2,5	2,4
Ensemble	100	100	100	33,3	30,6	30,5	33,3	30,6	30,5

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2006*, cat. n° 71F0004XCB.

ANNEXE 4

Nombre (en milliers) et proportion (%) d'employés selon les secteurs composant le tertiaire public et privé, Québec, Ontario, reste du Canada, 2006

<u>Secteur d'activité</u>	Québec			Ontario			reste du Canada		
	privé	public	total	privé	public	total	privé	public	total
Nombre d'employés (en milliers)									
Administrations publiques	0	215,6	215,6	0	314,5	314,5	0	307,3	307,3
Autres services	112,2	0	112,2	190,9	0	190,9	187	0	187
Commerce	559,5	4,9	564,4	882,0	8,7	890,7	867,6	8,1	875,7
Finance, assurances, immobilier et location	173,4	13,4	186,8	397,3	8,8	406,1	249,3	20,5	269,8
Hébergement et services de restauration	195	0	195	333,7	3,3	337	392,4	1,1	393,5
Information, culture et loisirs	111,5	26,5	138	224,2	49,6	273,8	194,7	31,5	226,2
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	109	2	111	232,6	3,1	235,7	189,4	2,4	191,8
Services d'enseignement	18,8	235	253,8	30,9	392,4	423,3	30,2	401,5	431,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	159,3	0	159,3	299,8	3,8	303,6	253,7	4	257,7
Services publics	3,7	26	29,7	9,4	39,6	49	15,9	27,2	43,1
Soins de santé et assistance sociale	176,2	219,3	395,5	285	278,6	563,6	245,3	365,8	611,1
Transport et entreposage	110,3	33,4	143,7	181,7	60,5	242,2	220,1	59,8	279,9
Total	1 728,9	776,1	2 505	3 067,5	1 162,9	4 230,4	2 845,6	1 229,2	4 074,8
Proportion (%) du nombre d'employés									
Administrations publiques	0	27,8	8,6	0	27	7,4	0	25	7,5
Autres services	6,5	0	4,5	6,2	0	4,5	6,6	0	4,6
Commerce	32,4	0,6	22,5	28,8	0,7	21,1	30,5	0,7	21,5
Finance, assurances, immobilier et location	10	1,7	7,5	13	0,8	9,6	8,8	1,7	6,6
Hébergement et services de restauration	11,3	0	7,8	10,9	0,3	8	13,8	0,1	9,7
Information, culture et loisirs	6,4	3,4	5,5	7,3	4,3	6,5	6,8	2,6	5,6
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	6,3	0,3	4,4	7,6	0,3	5,6	6,7	0,2	4,7
Services d'enseignement	1,1	30,3	10,1	1,0	33,7	10	1,1	32,7	10,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	9,2	0	6,4	9,8	0,3	7,2	8,9	0,3	6,3
Services publics	0,2	3,4	1,2	0,3	3,4	1,2	0,6	2,2	1,1
Soins de santé et assistance sociale	10,2	28,3	15,8	9,3	24	13,3	8,6	29,8	15
Transport et entreposage	6,4	4,3	5,7	5,9	5,2	5,7	7,7	4,9	6,9
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2006*, cat. n° 71F0004XCB.

Les données ont été ajustées de façon à ce que la répartition par secteur privé et public concorde avec les totaux de chacun des douze secteurs d'activité figurant dans ce tableau.